Élection du nouveau président de l'Association des Blogueurs du Mali : Boureima Soulo élu

MALI

1892

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 04 MARS 2026

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Le retour des guerres de domination

Énergie, dollar, technologies, stocks de missiles : la nouvelle grammaire de la puissance (2026-2030)





Abdoulaye Maïga reçoit l'Ambassadrice des États-Unis : Vers un apaisement diplomatique



Insertion des arabophones : La CEFORPA tient sa première session du Conseil d'Orientation



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre du **Dialogue Social**, le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), M. Idrissa Bakary DIARRA, informe le personnel que ses portes sont grandement ouvertes. Il est pleinement disponible pour recueillir toutes les préoccupations, dans le **strict respect des textes réglementaires en vigueur.**

Depuis son investiture, M. DIARRA s'est solennellement engagé à recevoir les responsables des différentes structures de l'INPS, ainsi que les représentants syndicaux, afin de favoriser un échange constructif et transparent. Pour preuve, les représentants des admis au test de recrutement interne des contrôleurs Employeurs, des gestionnaires de comptes employeurs et des enquêteurs ont été reçus en audience le mercredi 11 février 2026.

La réflexion est en cours aux fins d'identifier les réponses appropriées à envisager relativement aux points soulevés.

Il a toutefois été surpris par la publication d'une pétition en ligne émanant d'une partie du personnel, réclamant un avantage conformément aux dispositions légales et réglementaires.

M. le Directeur Général **réaffirme** son attachement au Dialogue Social, à l'application rigoureuse des textes, ainsi qu'à la **justice** et à l'**équité** entre tous les travailleurs de l'INPS.

Il invite le personnel à privilégier les **canaux officiels** de communication pour exprimer leurs préoccupations, garantissant ainsi des solutions adaptées et conformes au droit.

Fait à Bamako, le 16 février 2026

Le Directeur Général

Idrissa Bakary DIARRA
Officier de l'Ordre National

©SRP-INPS

Sommaire <<

P.10



P.14



P.19

Une / Le retour des guerres de domination : Énergie, dollar, technologies, stocks de missiles : la nouvelle grammaire de la puissance (2026-2030) **P. 4**

Brèves /
Réception au Palais de Koulouba : Victoire historique pour le Mali devant la Cour de justice de l'UEMOA **P. 10**
Continuité des services : Le Médecin Général de Brigade Boubacar DEMBELE inspecte les installations solaires **P. 10**
Coopération Mali–Union européenne : Un appui énergétique stratégique pour la Gendarmerie nationale **P. 11**
Élection du nouveau président de l'Association des Blogueurs du Mali : Boureima Soulo élu **P. 11**

Actualité /
CMDT : Un optimisme mesuré pour la campagne agricole 2026 malgré un contexte difficile **P. 14**
Insertion des arabophones : La CEFORPA tient sa première session du Conseil d'Orientation16 **P. 16**

Politique /
Dissolution des conseils communaux : Le CDM intensifie son plaidoyer pour des délégations spéciales **P. 19**
Abdoulaye Maïga reçoit l'Ambassadrice des États-Unis : Vers un apaisement diplomatique **P. 21**

Culture & société / Entre foi et culture : Le Sala Walé Walé accueilli chez la ministre de la Santé **P. 24**

International /
Alarme mondiale : Le Secrétaire général de l'ONU tire la sonnette d'alarme sur les droits de l'homme **P. 25**
2026, année décisive : Jean Emmanuel Ouédraogo appelle à l'audace et à la persévérance **P. 27**
Démocratie populaire intégrale en Chine : Participation citoyenne et bien-être de tous **P. 28**

Sport / Élection du 12 mars :Feu vert de la CEI aux deux candidatures pour la Ligue de Bamako **P. 31**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Le retour des guerres de domination

Énergie, dollar, technologies, stocks de missiles : la nouvelle grammaire de la puissance (2026-2030)

On croyait la puissance réduite aux normes, au commerce et à la technologie. La décennie a réintroduit une évidence : la guerre revient comme instrument politique ordinaire, au service d'un objectif ancien – la domination. Mais la domination d'aujourd'hui ne se limite plus à conquérir. Elle consiste à empêcher, à contrôler la productivité future et à militariser la mondialisation. D'ici 2030, l'enjeu n'est plus seulement d'éviter un nouveau front : c'est d'éviter qu'un monde de chocs énergétiques, financiers et technologiques ne rende la guerre… rentable.

Dans le brouillard d'un détroit, un pétrolier coupe ses machines et laisse filer son erre. À plusieurs fuseaux horaires de là, des salles de crise s'illuminent : écrans de navigation, courbes de fret, prix du baril, alertes de cybersécurité. La scène est devenue familière. La guerre, aujourd'hui, ne s'annonce pas seulement par le fracas des bombes. Elle se signale par un surcoût d'assurance, un détour logistique, une rumeur de fermeture maritime, une rupture d'approvisionnement.

C'est cela, la nouveauté des années 2020 : la violence ne se contente plus de détruire. Elle reconfigure les coalitions, les opinions, les chaînes de valeur. Et surtout, elle remet au centre un mot que l'après-guerre froide avait recouvert de vocabulaire technique : la domination.

Dominer, désormais, c'est moins planter un drapeau que verrouiller un système : empêcher un accès, contrôler une technologie, asphyxier un flux. La guerre n'est plus seulement l'échec de la diplomatie : elle devient, pour certains dirigeants, sa méthode.

· Domination militaire : frapper, dissuader, et surtout empêcher (déni d'accès en mer, dans l'air, dans le cyber).

· Domination techno-industrielle : contrôler les semi-conducteurs, l'IA, les standards, les données – donc la productivité future.

· Domination des flux : monnaies, sanctions, assurance, logistique, ports, câbles – la géographie du commerce comme arme.

Dans la nouvelle ère, la puissance se mesure moins au nombre de soldats qu'à la capacité de verrouiller des systèmes.

Washington, ou la diplomatie du choc

Le paradoxe américain est au cœur de la séquence : promettre la fin des « guerres

sans fin », puis basculer dans l'escalade. La contradiction n'est pas seulement morale ; elle est doctrinale. Dans l'Amérique de Trump, la paix n'est pas un compromis. C'est un rapport de force stabilisé par la menace – et, si nécessaire, par le geste spectaculaire.

Le schéma est désormais connu : ultimatum public, frappe ciblée, négociation à partir d'une position durcie. La méthode vise un effet psychologique – « faire plier » – mais elle fabrique aussi ses propres pièges. Elle suppose que l'adversaire cède au choc. Or, l'adversaire peut absorber, contourner, déplacer la riposte : dans le cyber, dans les détroits, via des relais, ou par une stratégie d'usure.

C'est là que la politique intérieure devient un carburant. Dans une Amérique polarisée, l'action extérieure sert aussi de théâtre de crédibilité : montrer qu'on « tient la ligne », qu'on « ne recule pas ». La surenchère n'est plus seulement géopolitique: elle est électorale.

Téhéran : succession, surenchère, et géographie de la riposte

Dans les crises de ce type, la tentation est grande d'imaginer un raccourci : frapper la tête pour faire tomber le corps. Mais l'histoire est cruelle avec les raccourcis. Une élimination « décapitant » peut transformer un dirigeant contesté en symbole, et un régime critiqué en forteresse assiégée.

Autour du Guide suprême iranien, les spéculations sur l'âge et l'état de santé circulent depuis des années. Qu'elles soient fondées ou non, elles disent une chose : dans un système où la succession est opaque, l'incertitude devient explosive. Une transition ouvre la porte à deux dynamiques contraires : le marchandage en coulisses… ou la prise de pouvoir des plus durs.

Effet martyr : le risque du « cadeau stratégique »

- La mort d'un chef peut souder les courants les plus radicaux autour d'un récit sacrificiel.
- Une transition peut durcir un régime : l'appareil sécuritaire gagne souvent du poids pendant les successions.
- La riposte peut se déplacer : proxies, cyber, mer, sabotage – frapper là où la mondialisation est vulnérable.
- Une victoire tactique peut produire un coût stratégique durable si elle fabrique un récit mobilisateur chez l'adversaire.

Dans ce contexte, la riposte la plus probable n'est pas forcément frontale. Elle est asymétrique : saturation par drones et missiles, pressions sur la navigation, cyberattaques, sabotage. La guerre moderne cherche moins la bataille décisive que l'asphyxie progressive.

Ormuz : l'énergie comme levier de domination

Un détroit n'est pas une métaphore : c'est une commande. Le détroit d'Ormuz concentre, sur quelques dizaines de kilomètres, une part décisive des flux énergétiques mondiaux. Menacer ce passage – même sans le fermer totalement – suffit à faire grimper l'assurance, le fret, puis le prix final payé par les consommateurs.

L'énergie, dans la décennie qui vient, est la monnaie stratégique des crises : pétrole, gaz, GNL, capacités de raffinage, routes maritimes. Contrôler l'approvisionnement, c'est contrôler la politique intérieure des pays importateurs : inflation, colère sociale, arbitrages budgétaires, fragilisation des gouvernements.

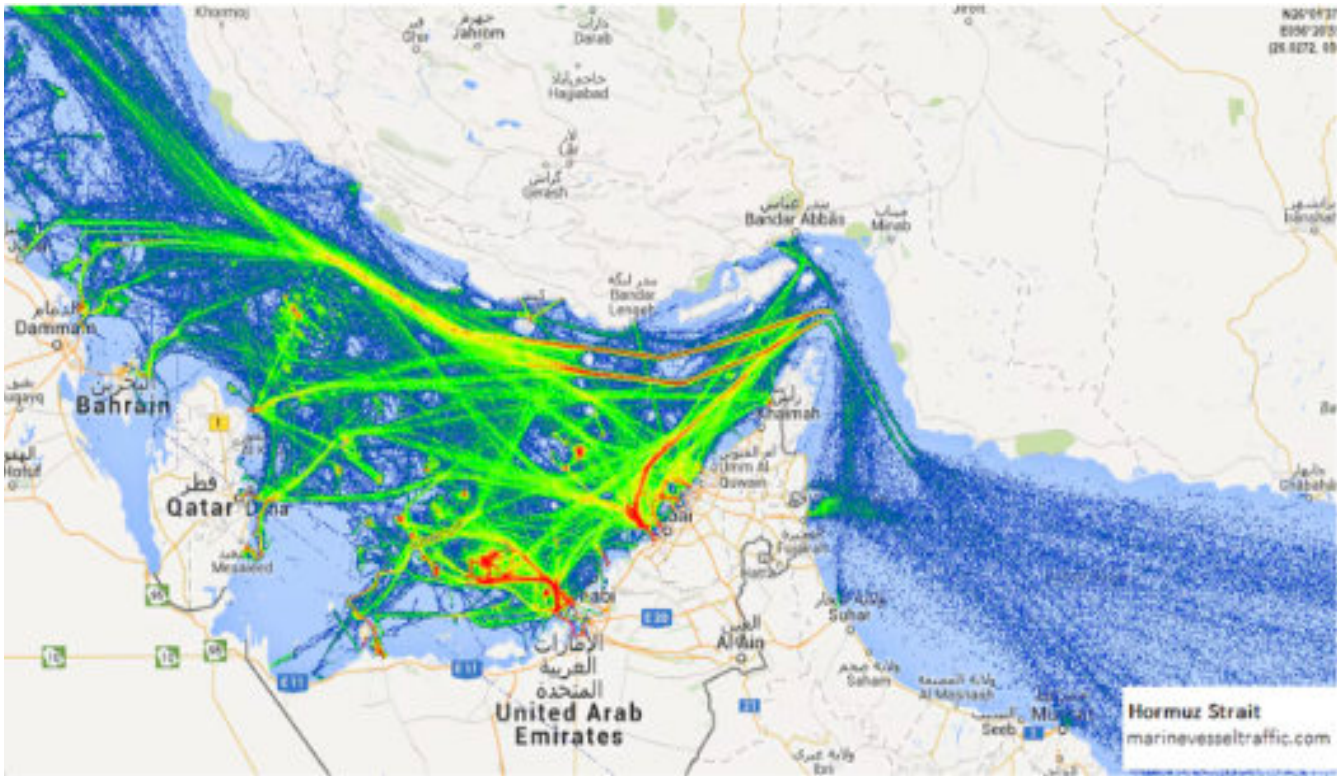
Ormuz : 40 km d'eau, un choc mondial

- Un goulet stratégique : une part considérable du pétrole mondial transite par ce passage étroit.
- Un multiplicateur de crise : une simple menace suffit à faire grimper assurance, fret et prix.
- Un test politique : les importateurs subissent l'inflation, les exportateurs encaissent la rente – et la crise reconfigure les alliances.
- L'enjeu n'est pas seulement énergétique : c'est la crédibilité des routes maritimes.

Israël : la guerre comme stratégie nationale… et comme horizon politique

Israël agit d'abord dans une logique de sécurité : neutraliser des menaces jugées existentielles et empêcher l'encerclement





stratégique. Mais depuis 2023, une dimension s'est imposée : l'imbrication croissante entre objectifs militaires et survie politique.

Dans les démocraties aussi, la guerre peut suspendre le temps. Elle produit un réflexe d'unité, relègue les comptes à rendre, affaiblit l'opposition. Les adversaires de Benjamin Netanyahu l'accusent précisément de cette fuite en avant : prolonger l'état d'urgence pour tenir une coalition contestée et repousser le moment des bilans.

Le coût est connu : plus la guerre dure, plus elle multiplie les questions insolubles – objectifs atteignables, gouvernance de l'après, coût moral, isolement diplomatique. Si la guerre devient un instrument de gouvernabilité, la sortie de guerre devient politiquement dangereuse. Et toute désescalade ressemble, dans les camps les plus durs, à une perte de puissance.

Chine–États-Unis : la rivalité qui organise tout

Si le Moyen-Orient accélère les crises, la rivalité sino-américaine en est la matrice. Elle ressemble à une guerre totale sans déclaration, où l'objectif n'est pas de conquérir un territoire, mais de priver l'adversaire de ses leviers : technologies, minerais, routes, influence, standards.

Le front le plus visible est technologique : semi-conducteurs, IA, cloud, quantique, cyber. Contrôler les standards et les données, c'est contrôler la productivité future – donc la richesse, donc la puissance. Le front le plus dangereux est maritime : le Pacifique occidental, où l'enjeu n'est pas tant d'occuper que d'empêcher. La dissuasion devient une bataille de verrous.

Mais la rivalité se joue aussi sur un terrain moins spectaculaire et plus décisif : la finance. Ici, la domination est une arme à double tranchant.

Trésor américain, dette et avenir du dollar : l'arme qui peut se retourner

La puissance américaine repose sur un paradoxe : Washington peut sanctionner le monde grâce au dollar, mais dépend du monde pour financer son propre déficit. Le marché des bons du Trésor reste la grande « place forte » de la finance mondiale – et, en même temps, le miroir d'une fragilité budgétaire.

La Chine, en détenant encore un stock important de de bons de trésor, est souvent présentée comme tenant un « bouton rouge ». La réalité est plus subtile : vendre massivement ferait baisser la valeur des titres vendus et pourrait déclencher une instabilité globale dont Pékin subirait aussi le choc. Le levier chinois est moins une arme de rupture qu'une stratégie graduelle : diversifier, déplacer, signaler.

Quant au dollar, son avenir se jouera moins sur une chute brutale que sur une érosion par couches : diversification des réserves, montée de l'or, règlements bilatéraux, instruments régionaux. À court terme, chaque crise renforce le réflexe refuge. À long terme, l'usage intensif de la monnaie comme outil de coercition accélère la volonté de s'en protéger.

Le dilemme chinois des bons du Trésor

- Le Trésor comme levier : Pékin peut réallouer, diversifier et influencer les anticipations.
- Le Trésor comme piège : une vente massive ferait baisser la valeur des actifs détenus et pourrait déclencher une instabilité mondiale.
- Le Trésor comme thermomètre : plus les déficits américains gonflent, plus le débat sur le « risque dollar » devient politique.
- Le vrai levier chinois n'est pas un bouton rouge, mais une diversification graduelle.

La guerre des stocks : quand l'intercepteur devient le point faible

On parle des fronts, on oublie les entrepôts. Or l'endurance stratégique dépend de la

profondeur des stocks : munitions, pièces, missiles, intercepteurs. Les guerres de haute intensité consomment plus vite qu'on ne produit.

Dans les guerres de missiles, l'avantage va à celui qui tient le plus longtemps. Les défenses modernes sont efficaces, mais reposent sur des intercepteurs coûteux et complexes. Quand la cadence d'attaque s'élève, la question n'est plus seulement « peut-on intercepter ? » mais « combien de jours peut-on tenir? ».

L'attaquant cherche la saturation par le nombre et le coût faible ; le défenseur s'épuise par le coût unitaire élevé. La « capacité de magazine » – combien on peut tirer avant rupture – devient une variable politique. Et un point aveugle des démocraties : on peut décider une escalade en une nuit, mais reconstituer des stocks prend des mois, parfois des années.

Le problème des stocks : la « guerre des magazines »

- Saturation : l'attaquant multiplie drones et missiles ; le défenseur consomme des intercepteurs coûteux.
- Cadence industrielle : la rupture ne vient pas du courage, mais du rythme de production.
- Endurance : la capacité à tenir plusieurs semaines peut décider de l'issue politique d'un conflit.
- Dans les guerres modernes, l'atelier et l'usine comptent autant que l'état-major.

2026-2030 : l'endurance comme nouvelle frontière

D'ici 2030, la question centrale ne sera pas « où sera le prochain front ? » mais « qui peut encaisser la prime géopolitique ? ». Car le monde qui accepte la guerre comme méthode doit financer la guerre, produire la guerre, assurer la guerre – et supporter ses chocs énergétiques et monétaires.

Quatre trajectoires se dessinent.

(i) La première est celle d'une stabilisation sous tension : des fronts se figent, la coercition devient routine, les marchés s'habituent, mais la planète vit sur une braise (détroits, cyber, incidents).

(ii) La deuxième est celle de l'engrenage régional : une étincelle au Moyen-Orient déclenche perturbations maritimes, flambée énergétique, puis crise sociale dans les pays importateurs.



(iii) La troisième est un découplage plus ordonné : deux écosystèmes technologiques se stabilisent et des règles tacites émergent sur certaines infrastructures – au prix d'un monde plus militarisé.

(iv) La quatrième est la recomposition des puissances intermédiaires : Europe, Inde, Turquie, pays du Golfe, Indonésie, Brésil, États africains cherchent des marges d'autonomie. Mais dans un monde de standards rivaux, l'autonomie devient coûteuse : produire, défendre, financer, arbitrer.

Au fond, la domination n'est plus seulement une affaire de puissance. Elle devient une affaire d'endurance. Et c'est peut-être là l'épreuve décisive de la fin de décennie : les sociétés peuvent-elles soutenir la dissuasion, les chocs d'énergie, les tensions monétaires et les dépenses de défense sans s'épuiser politiquement ?

Le risque majeur n'est pas forcément une grande guerre voulue par tous. C'est une grande guerre rendue probable par la politique de l'urgence, la coercition comme méthode – et la domination comme unique horizon.

Par Dr. Hamed Sow
Consultant international, spécialiste en finance et investissements en Afrique. - Expert en géopolitique
Ancien ministre des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique du Mali
Ancien Directeur du CDE (UE-ACP Bruxelles)
Diplômé de l'Institut National des Sciences et Techniques Nucléaires de Saclay et Docteur en Économie de l'Université de Paris IX-Dauphine.



Borom Ndakaarou ·



Cette candidature de Macky Sall à l'ONU est une grande défaite et une humiliation totale pour Pastef, et surtout pour Ousmane Sonko.
C'est vrai, personne n'est parfait chez soi... mais là, vous abusez. Pendant des années, vous l'avez insulté, sali, accusé de tous les maux. Vous l'avez présenté comme le pire dirigeant que le Sénégal ait connu.
Aujourd'hui, le même homme est proposé pour représenter tout un continent à l'ONU. Quelle ironie
Alors dites-nous..si tout ce que vous racontiez était vrai, comment peut-il être choisi pour un poste d'une telle envergure ? On ne devient pas candidat à une fonction internationale de ce niveau avec un dossier vide ou une réputation entachée. Il faut du parcours, de l'expérience et une crédibilité reconnue.
Personnellement, je me réjouis de cette candidature. Elle prouve que, malgré vos discours, son image dépasse largement vos polémiques locales. Et j'espère sincèrement son retour au pays pour l'élection de 2029.



Alpha Amadou Hampâté Ba ·



Abdel Karim Konaté Empé, né le 25 novembre 1961 à Bamako, est un homme politique malien, officier de la douane.
Il devient ministre du Commerce et de l'Industrie dans le gouvernement formé par Cheick Modibo Diarra le 20 août 2012. Il est reconduit à ce poste le 8 septembre 2013, dans le gouvernement de Oumar Tatam Ly.
Inspecteur des douanes de son état, il est diplômé de l'École centrale de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (ECICA) et l'École sous-régionale des finances publiques de Ouagadougou.
Sa carrière au sein de l'Administration des douanes l'aura successivement conduit:
à la Brigade mobile d'intervention de Bamako en 1995 ;
à la Division recherche et intervention ;
au guichet unique pour le dédouanement des véhicules ;
à la Direction régionale des douanes de Kayes de 2009 à 2011 ;
la Direction générale des douanes.
Sur le plan politique il est membre fondateur de l'Alliance pour la démocratie au Mali (ADEMA), au poste actuel de secrétaire général adjoint du bureau national.
Directeur Général de l'office du Niger
Il a occupé plusieurs fonctions
Il a reçu plusieurs distinctions pour service rendu à la nation : médaille commémorative de campagne, médaille du mérite national avec effigie Abeille et chevalier de l'Ordre national du Mali.



Hamidou SAMPY



J'ai eu l'honneur d'assister à la cérémonie d'élection du bureau et du président de la CCIM du district de Bamako, au siège de la CCIM, en présence du président sortant Madiou Simpara et des membres de son bureau, ainsi que du président sortant du district Harouna Kanté. Monsieur Oumar Diallo devient le tout nouveau président de la chambre régionale du District de Bamako.



Syllart Records ·

HOMMAGE À BONCANA MAÏGA, LE MAESTRO
"Africando est un défi que je me suis lancé en 1991 et que j'ai pu mener à bien grâce à la complicité de Boncana Maïga."
– Ibrahima Sylla, Interview pour RFI (2011)
Photo: Ibrahima Sylla, Boncana Maïga, Ronnie au Baro, Pap Seck, Nicolas Menheim etc. au studio à New York, 1992



Fédération Burkinabè de Football ·

NOUVEAU SÉLECTIONNEUR DES ETALONS
Amir est là !
Abdou Amir, nouveau sélectionneur des Étalons, est arrivé cette nuit à Ouagadougou.
Il a été accueilli à sa descente d'avion par une délégation fédérale. Il sera reçu ce mardi par le président de la FBF avant de finaliser la signature de son contrat qui va lancer officiellement sa mission à la tête de l'équipe nationale.
#com_fbf



Ouverture Média - OM

OM INFO / [RAMADAN 2026 : REMISE DE KITS ALIMENTAIRES À #BOUGOUNI, PAR TOULYS GROUPE]
Toulys Groupe a poursuivi ce lundi 02 mars son engagement solidaire du Ramadan 2026 à Bougouni, avec une nouvelle distribution de kits alimentaires au profit des familles vulnérables. Cette étape s'inscrit dans la dynamique nationale du Ramadan Tour, portée par l'esprit de partage, de proximité et de soutien aux communautés.
L'action renforce la volonté du Groupe d'accompagner les populations tout au long de ce mois béni, dans un climat de fraternité et de solidarité.
ENSEMBLE, POUR UN RAMADAN PLUS SOLIDAIRE !
#Batouly
#Toulys_groupe
#Touli_bonbon
#Ramadan2026



Kandia TV

Joyeux anniversaire à l'ancien ministre Moussa Mara. En ce jour spécial, je tiens à adresser mes vœux les plus sincères à Moussa Mara. Même dans l'épreuve, même dans l'injustice, vous demeurez un homme de conviction, de dignité et de foi. Votre situation actuelle n'a en rien entamé votre engagement envers les plus démunis. Au contraire, elle révèle encore davantage la grandeur de votre cœur et la force de vos principes.
Votre parcours au service du Mali et votre proximité constante avec les populations les plus vulnérables restent une source d'inspiration pour beaucoup. En ce jour d'anniversaire, je vous souhaite courage, santé, paix intérieure et espérance. Que cette nouvelle année de vie vous rapproche de jours meilleurs, de justice et de liberté.
Que la lumière que vous semez autour de vous vous revienne au centuple. Joyeux anniversaire, avec respect et solidarité.
Ty-Cherie



Réception au Palais de Koulouba : Victoire historique pour le Mali devant la Cour de justice de l'UEMOA



Le lundi 2 mars 2026 restera gravé dans les mémoires comme le jour où le Palais de Koulouba a accueilli un événement mémorable. En effet, le Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi GOÏTA, a rencontré le groupe d'avocats qui ont brillamment défendu les intérêts du Mali devant la Cour de justice de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

Cette rencontre fait suite à une décision historique rendue par la Cour le 28 janvier 2026, invalidant les sanctions économiques et financières imposées au Mali par la CEDEAO et l'UEMOA en janvier 2022.

Le Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, M. Mamoudou KASSOGUÉ, a saisi cette occasion pour saluer l'engagement et le professionnalisme exceptionnels de l'équipe de défense. Il a souligné que cette bataille judiciaire a permis d'obtenir un sursis à exécution, puis la confirmation de l'illégalité des sanctions.

Le Président a félicité les avocats pour leur ténacité et leur rigueur, soulignant le contexte géopolitique difficile dans lequel ils ont œuvré. Me Ousmane Mama TRAORÉ, porte-parole du collectif, s'est dit fier d'avoir servi la patrie en s'appuyant sur le droit communautaire, soulignant les irrégularités majeures des sanctions de 2022 reconnues par la Cour.

Les principaux points de l'arrêt de la Cour mettent en lumière les vices de procédure dans l'adoption des sanctions, la primauté du droit même en temps de crise politique, et la protection des États membres contre des mesures coercitives non prévues par les traités.

Pour les autorités de la Transition, cette décision judiciaire confirme la validité de la stratégie de résistance face aux pressions extérieures. En accueillant ces "soldats du droit", le Général d'Armée Assimi GOÏTA réaffirme que la refondation du Mali repose sur la sécurité, la diplomatie, et le respect scrupuleux de la légalité internationale.

Moussa Diarra

Continuité des services : Le Médecin Général de Brigade Boubacar DEMBELE inspecte les installations solaires



Ce lundi 02 mars 2026, le Directeur Général de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM), le Médecin Général de Brigade Boubacar DEMBELE, a effectué une visite de suivi à l'immeuble Lamine N'DIAYE, qui abrite les directions techniques de l'institution.

Cette descente sur le terrain avait pour objectif de s'assurer de la pleine opérationnalité des panneaux solaires en cette journée non ensoleillée.

Il faut noter que ce bâtiment a été doté de panneaux solaires dans le but de renforcer l'autonomie énergétique de la CANAM afin de sécuriser ses services.

Le Directeur Général a également visité la salle des serveurs pour vérifier le bon fonctionnement du dispositif et évaluer son impact sur la stabilité et la sécurisation de l'alimentation électrique des équipements informatiques stratégiques, essentiels à la continuité des prestations.

À travers cette initiative, la CANAM réaffirme son engagement en faveur de la continuité du service public, de la modernisation de ses infrastructures et de l'amélioration constante de la qualité des services offerts aux assurés, dans un contexte marqué par des défis énergétiques persistants.

Le Directeur Général s'est ensuite rendu dans d'autres services de l'institution, notamment à l'immeuble de l'APEJ et celui de la Direction Générale, où il a chaleureusement salué les agents. Il a profité de cette rencontre pour leur adresser ses vœux les plus sincères à l'occasion du mois béni de Ramadan et du carême, tout en les exhortant à maintenir leur engagement et leur professionnalisme au service des assurés.

SERCOM/CANAM



Coopération Mali-Union européenne : Un appui énergétique stratégique pour la Gendarmerie nationale



Dans le cadre de sa mission de soutien aux forces de sécurité maliennes, la Mission civile de l'Union européenne (EUCAP Sahel Mali) a récemment installé un système photovoltaïque complet au sein de l'infirmerie du Commandement des Écoles et Centres de Formation de la Gendarmerie Nationale. Cette initiative s'inscrit dans une démarche d'appui continu visant à renforcer les capacités opérationnelles des services de santé de la Gendarmerie.

Le système photovoltaïque nouvellement mis en place joue un rôle crucial en assurant un approvisionnement ininterrompu en énergie. En effet, en cas de coupure du réseau électrique traditionnel, cette source d'énergie de secours garantit le bon fonctionnement des services de santé de la Gendarmerie, permettant ainsi de maintenir les activités médicales essentielles sans interruption.

Outre son importance en termes de continuité opérationnelle, ce projet revêt également une dimension écologique significative. En optant pour une énergie propre, renouvelable et durable, l'installation de ce système photovoltaïque contribue à réduire l'empreinte carbone de l'institution tout en favorisant son autonomie énergétique. Cette approche s'inscrit dans une dynamique plus large de transition vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement et durables.

Cette initiative témoigne une fois de plus de la solidité du partenariat entre le Mali et l'Union européenne en matière de modernisation des infrastructures de défense et de sécurité. En renforçant les capacités techniques et opérationnelles des forces de sécurité maliennes, cette collaboration vise à améliorer la sécurité et le bien-être des citoyens, tout en favorisant le développement durable de la région.

L'installation du système photovoltaïque au sein de l'infirmerie du Commandement des Écoles et Centres de Formation de la Gendarmerie Nationale représente un pas concret vers une approche plus efficiente, écologique et pérenne en matière d'énergie. Ce projet illustre l'engagement commun du Mali et de l'Union européenne en faveur d'une coopération fructueuse et d'une modernisation continue des infrastructures essentielles à la sécurité et au bien-être de tous.

Fatou Sissoko

Élection du nouveau président de l'Association des Blogueurs du Mali : Boureima Soulo élu



L'Association des Blogueurs du Mali a récemment tenu son assemblée générale élective le samedi 28 février 2026, au cours de laquelle M. Boureima Soulo a été élu président pour un mandat de 3 ans. Cette élection marque un tournant important dans la vie de l'organisation, qui voit en M. Soulo un nouveau leader prometteur.

Suite à son élection, M. Boureima Soulo a tenu à exprimer sa gratitude envers les membres de l'Association pour la confiance qu'ils lui ont témoignée. Dans un message publié sur sa page Facebook, il a déclaré : "Merci chers membres pour la confiance placée en moi. Merci au président sortant Malick Konaté pour son engagement et sa contribution à notre organisation. Merci également au sénateur Issoufi Dicko pour ses précieux conseils." Ces remerciements témoignent de la volonté de M. Soulo de poursuivre le travail initié par son prédécesseur et de s'appuyer sur les conseils avisés de personnalités expérimentées.

L'Association des Blogueurs du Mali a tenu à féliciter le nouveau président et à adresser ses vifs remerciements à l'ancien président Malick Konaté pour son sens élevé du leadership et sa contribution au rayonnement de l'organisation. Cette transition marque ainsi la continuité dans l'engagement et la volonté de développement de l'Association.

Le nouveau bureau, sous la direction de M. Boureima Soulo, s'engage à poursuivre les actions entreprises et à relever de nouveaux défis pour promouvoir le blogging au Mali et renforcer le rôle de l'Association dans le paysage médiatique. Nous leur souhaitons bon vent dans leurs futures initiatives et restons attentifs aux actions qu'ils entreprendront pour faire avancer la blogosphère malienne.

Cette élection marque un nouveau chapitre dans l'histoire de l'Association des Blogueurs du Mali, et nous ne doutons pas que sous la présidence de M. Boureima Soulo, de belles réalisations et collaborations verront le jour pour le bénéfice de tous les membres de l'organisation et de la communauté des blogueurs du Mali.

Fatou Sissoko

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité dActivité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité dActivité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber; pannes dinfrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions lefficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

Lobjectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil dAdministration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur lévolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité-SA.

CMDT : Un optimisme mesuré pour la campagne agricole 2026 malgré un contexte difficile



Malgré un environnement marqué par de multiples défis sécuritaires, financiers, climatiques et économiques, tant au plan national qu'international, la Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT) affiche une confiance affirmée pour la prochaine campagne agricole. C'est le principal enseignement de la 106e session ordinaire de son Conseil d'administration, consacrée à l'examen du budget 2026.

Le Président-directeur général, Kouloumègué Dembélé, n'a pas occulté les difficultés auxquelles la filière coton est confrontée. Plusieurs zones de production demeurent affectées par l'insécurité, entravant le bon déroulement des activités agricoles et industrielles. À ces contraintes s'ajoutent des tensions de trésorerie qui compliquent la mobilisation des ressources nécessaires au fonctionnement optimal de la société.

Sur le plan international, la conjoncture reste peu favorable. La baisse des cours du coton impacte directement les recettes d'exportation, tandis que la faiblesse du dollar face à l'euro constitue un handicap supplémentaire pour la compétitivité du coton malien sur le marché mondial. Par ailleurs, les effets du changement climatique continuent de peser lourdement sur la production, avec des inondations, des poches de sécheresse et la prolifération

d'insectes ravageurs, notamment les jassides, qui ont significativement affecté la précédente campagne.

Face à cet ensemble de contraintes, la CMDT a choisi l'anticipation. Les responsables de la société ont mis en place des mesures préventives afin d'améliorer les performances de la filière. Les produits phytosanitaires destinés à lutter contre les insectes ravageurs ont été distribués aux producteurs avant même le lancement de la campagne. La problématique de la fertilité des sols, conjuguée aux retards dans la livraison des engrais constatés l'année précédente, a également fait l'objet d'une attention particulière. Les livraisons d'intrants ont déjà démarré, tout comme le paiement des producteurs, afin d'éviter les retards qui avaient fragilisé la précédente campagne.

Pour la campagne 2026, la CMDT prévoit un plan de culture couvrant 630 000 hectares, avec un rendement moyen attendu de 950 kilogrammes à l'hectare. Si ces objectifs sont atteints, la production pourrait avoisiner, voire dépasser, 650 000 tonnes de coton graine, un niveau nettement supérieur à celui enregistré l'an dernier. Cette ambition repose sur la résilience de la filière et la qualité du partenariat entre la CMDT, les producteurs et les différents acteurs économiques.

Des efforts financiers significatifs ont été consentis pour assainir la situation vis-à-vis des fournisseurs d'intrants. Sur une dette estimée à 38 milliards de FCFA, un montant de 45,15 milliards de FCFA a été réglé, ne laissant qu'un reliquat d'environ 5 milliards. Les responsables ont salué l'accompagnement constant des autorités nationales ainsi que le soutien du système bancaire, qui permet aux fournisseurs d'honorer leurs engagements et d'assurer la disponibilité des intrants dans les délais requis.

La CMDT entend également poursuivre ses investissements pour garantir la durabilité de la filière. La société dispose aujourd'hui de 18 usines d'égrenage et une nouvelle unité est en cours de construction. Des investissements sont programmés pour moderniser les équipements industriels et améliorer la qualité du coton graine. Par ailleurs, la transition vers les énergies renouvelables figure parmi les priorités, avec l'objectif de réduire les coûts de production et l'empreinte environnementale des installations.

En dépit des incertitudes, la CMDT mise ainsi sur une gestion anticipative, un partenariat renforcé et une modernisation progressive pour consolider la relance du secteur coton, pilier stratégique de l'économie malienne.

Yacouba Ongoiba



Insertion des arabophones : La CEFORPA tient sa première session du Conseil d'Orientation



La Cellule d'Appui à l'Emploi et à la Formation Professionnelle des Diplômés et Formés en Langue Arabe (CEFORPA) a franchi une étape importante dans son opérationnalisation en tenant, le 23 février 2026, la première session de son Conseil d'Orientation. La rencontre était présidée par la ministre de l'Entreprenariat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Oumou Sall Seck.

Organe de régulation de la structure, le Conseil d'Orientation a pour mission de définir les grandes lignes stratégiques en matière de formation professionnelle et d'insertion des diplômés et formés en langue arabe. Cette première session marque ainsi le démarrage effectif d'un mécanisme institutionnel attendu par de nombreux jeunes arabophones confrontés aux défis de l'accès à l'emploi.

Dans son intervention, la ministre a rappelé que le Mali fait face à des enjeux majeurs liés à son développement, dans un contexte de forte croissance

démographique estimée à 3,3 %. Selon elle, cette dynamique démographique impose une réponse structurelle en matière de formation et d'insertion professionnelle. « Le ministère met en œuvre de nombreuses actions visant à faire de l'emploi et de l'entrepreneuriat des leviers essentiels de la réduction de la pauvreté et du développement économique et social », a-t-elle souligné.

Ces actions portent notamment sur l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle, l'élargissement de son accès de manière inclusive et la promotion de l'entrepreneuriat. Une attention particulière est accordée aux jeunes et aux femmes, en général, et aux diplômés arabophones, en particulier. Longtemps confrontés à des difficultés d'intégration dans les circuits classiques de l'emploi, ces derniers constituent aujourd'hui une frange importante des demandeurs d'emploi.

La ministre a mis en avant les efforts consentis ces dernières années pour mieux prendre en compte les besoins spécifiques des arabophones. La création et le développement de médersas, de lycées, d'instituts et d'universités de formation en langue arabe ont favorisé l'émergence de milliers de diplômés. Toutefois, l'augmentation du nombre de sortants a également accentué la nécessité de mettre en place des mécanismes adaptés d'insertion socioprofessionnelle.

Elle a rappelé qu'une étude conduite en 2014 par l'État, en partenariat avec des associations arabophones, avait analysé la problématique de la formation professionnelle et de l'emploi des arabophones. Parmi les recommandations majeures figurait la création d'une structure spécifiquement dédiée à leur insertion. C'est dans cette perspective qu'a été adoptée la Loi n°2022-033 du 28 juillet 2022, instituant officiellement la CEFORPA.

La CEFORPA a pour mission de renforcer l'employabilité des diplômés et formés en langue arabe et de faciliter leur insertion professionnelle. Son action s'articule autour de la sensibilisation, de la formation complémentaire, de la reconversion, du financement de projets et de l'accompagnement à l'emploi. Elle comprend deux organes principaux : le Conseil d'Orientation, chargé des grandes orientations stratégiques, et la Direction, responsable de la mise en œuvre opérationnelle.

En clôturant les travaux, la ministre a exprimé le souhait que les analyses et recommandations issues de cette première session contribuent à offrir aux arabophones des perspectives durables et porteuses d'avenir. À travers la CEFORPA, les autorités entendent ainsi faire de l'inclusion professionnelle des diplômés arabophones un levier supplémentaire de cohésion sociale et de développement économique au Mali.

Yacouba Ongoiba



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de

23, 918 MILLIARDS FCFA

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

Dissolution des conseils communaux : Le CDM intensifie son plaidoyer pour des délégations spéciales



Le débat sur l'avenir des conseils communaux encore en place au Mali refait surface. Le Collectif pour la défense des militaires (CDM), organisation regroupant plusieurs associations de soutien aux autorités militaires de la Transition, multiplie les prises de position en faveur de la dissolution des conseils communaux dirigés, selon lui, par d'anciens membres de partis politiques dissous.

Depuis plusieurs semaines, le CDM affiche clairement sa volonté de voir ces organes locaux remplacés par des délégations spéciales. Pour le collectif, cette mesure s'inscrirait dans la dynamique de la refondation engagée par les autorités de la Transition. L'objectif affiché est d'aligner la gestion des collectivités territoriales sur la nouvelle orientation politique impulsée au sommet de l'État.

Les responsables du CDM avancent plusieurs arguments pour justifier leur position. Ils estiment, d'abord, que le maintien en fonction de certains conseils communaux pose un problème de cohérence institutionnelle, dans la mesure où ils seraient dirigés par des acteurs issus de formations politiques aujourd'hui dissoutes. À leurs yeux, cette situation créerait un décalage entre la gouvernance

locale et les réformes institutionnelles en cours au niveau national.

Le collectif soutient également que la mise en place de délégations spéciales permettrait de responsabiliser davantage des acteurs « en phase avec la vision du Président de la Transition », le colonel Assimi Goïta. Selon le CDM, ces nouvelles équipes pourraient être composées d'hommes et de femmes jugés intègres, compétents et engagés, capables d'assurer une gestion plus rigoureuse des affaires communales.

Autre argument mis en avant : la question de la prolongation des mandats. Le collectif dénonce ce qu'il qualifie de « prolongation indéfinie » de mandats arrivés à expiration depuis plusieurs années. Dans un contexte marqué par des réformes institutionnelles profondes et la dissolution des partis politiques, le CDM considère que le statu quo au niveau communal n'est plus tenable. Pour ses membres, le remplacement des conseils actuels par des délégations spéciales constituerait une mesure transitoire permettant d'assainir la gouvernance locale en attendant un retour à un fonctionnement normal issu d'élections.

Cette prise de position relance un débat sensible sur l'équilibre entre continuité administrative et légitimité politique. Les conseils communaux jouent en effet un rôle central dans la gestion des services de proximité, l'état civil, l'aménagement local et la mise en œuvre des politiques publiques au niveau territorial. Toute décision de dissolution ou de remplacement devra donc prendre en compte les impératifs de stabilité et de continuité des services aux populations.

Pour le CDM, toutefois, l'enjeu dépasse la simple gestion administrative. Il s'agit, selon ses responsables, d'inscrire pleinement les collectivités territoriales dans la logique de refondation du Mali, en mettant fin aux pratiques héritées du système partisan antérieur. Le collectif entend poursuivre son plaidoyer auprès des autorités compétentes afin que cette revendication soit examinée.

Dans un contexte politique en pleine mutation, la question du devenir des conseils communaux apparaît ainsi comme un nouvel épisode des recompositions institutionnelles en cours. Reste à savoir quelle orientation les autorités choisiront d'adopter face aux attentes exprimées par le CDM et d'autres acteurs du débat public.

Yacouba Ongoiba



Abdoulaye Maïga reçoit l'Ambassadrice des États-Unis : Vers un apaisement diplomatique



Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a reçu en audience ce lundi 2 mars 2026, à la Primature, l'Ambassadrice des États-Unis au Mali, Son Excellence Rachna Korhonen. Cette rencontre diplomatique était principalement consacrée à la notification officielle de la levée des sanctions américaines visant certains militaires maliens.

Selon les informations communiquées à l'issue de l'audience, l'Ambassadrice américaine était venue informer le Chef du Gouvernement de la décision des autorités de Washington de lever ces mesures restrictives. Une décision qui marque une évolution notable dans les relations entre Bamako et Washington, dans un contexte international marqué par des recompositions diplomatiques et stratégiques.

Au nom du Président de la Transition, Chef de l'État, le Premier ministre a exprimé son appréciation positive de cette mesure. Il a salué une décision qu'il considère comme significative et de nature à contribuer à l'amélioration des relations bilatérales entre le Mali et les États-Unis. Pour les autorités maliennes, cette levée des sanctions constitue un signal d'ouverture et un pas vers un dialogue renforcé.

Le Chef du Gouvernement a également réitéré l'attachement des plus hautes autorités maliennes au respect de la souveraineté nationale. Ce principe, régulièrement mis en avant par les autorités de la Transition, demeure au cœur de la politique extérieure du Mali. Tout en saluant la décision américaine, le Premier ministre a souligné l'importance d'un partenariat fondé sur la reconnaissance mutuelle, le respect et la non-ingérence.

L'audience a aussi permis d'évoquer les avancées enregistrées dans le domaine de la coopération bilatérale et du dialogue politique. Ces dernières années, les relations entre les deux pays ont connu des phases de tension, mais également des moments de concertation. La décision de lever les sanctions semble ainsi ouvrir la voie à une nouvelle dynamique diplomatique.

Dans cette perspective, le Premier ministre s'est réjoui de la nouvelle orientation affichée par les autorités américaines, consistant à explorer davantage les opportunités économiques et commerciales. Il a souligné l'intérêt du Mali pour un partenariat « gagnant-gagnant », axé sur l'exploitation des potentialités économiques, le développement des échanges et la promotion des investissements.

La question de la coopération économique apparaît en effet comme un levier stratégique pour consolider les relations entre Bamako et Washington. Les autorités maliennes affichent leur volonté de diversifier leurs partenariats tout en valorisant les opportunités d'affaires susceptibles de contribuer à la croissance et à la création d'emplois.

L'audience s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, dont la participation témoigne de l'importance accordée à cette rencontre au plus haut niveau de l'État.

Au-delà de la dimension symbolique, cette audience pourrait marquer une étape



importante dans la redéfinition des relations entre le Mali et les États-Unis. Reste à savoir comment cette décision influencera concrètement la coopération future entre les deux pays, dans un contexte régional et international en constante évolution.

Karamoko B Keita



Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

www.nekapro.com

@nekapro

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Entre foi et culture : Le Sala Walé Walé accueilli chez la ministre de la Santé



Le médecin Colonel-major Assa Badiallo TOURÉ, ministre de la Santé et du Développement Social, a récemment ouvert les portes de son domicile à un événement empreint de tradition et de foi, en accueillant le groupe Sala Walé Walé à l'issue des prières nocturnes du Ramadan, connues sous le nom de Tarawih. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une initiative du Ministère de la Jeunesse et des Sports, axée sur l'Instruction Civique et la Construction Citoyenne, lancée à partir du 10e jour du mois de Ramadan.

À 20h30, le groupe Sala Walé Walé a investi la cour du ministre pour célébrer cette tradition profondément enracinée dans nos valeurs socioculturelles. Le mois de Ramadan est un moment de jeûne, de prière, de partage et de solidarité, et la soirée de Sala Walé Walé, organisée en cette période sacrée, revêt une importance spirituelle, sociale et culturelle significative.

Cette réunion représente une symbiose entre la tradition et la foi, mettant en lumière l'importance de préserver nos coutumes et de valoriser notre identité culturelle. En favorisant ce type d'événements, le ministère de la Santé et du Développement Social contribue à renforcer la cohésion sociale et à promouvoir le vivre-ensemble au sein de la communauté.

Le groupe Sala Walé Walé incarne ainsi la richesse et la diversité de notre patrimoine culturel, en offrant un espace de partage et de communion en cette période spéciale du Ramadan. Cette rencontre témoigne de l'engagement du ministre Assa Badiallo TOURÉ en faveur de la préservation des traditions et de la promotion de la solidarité au sein de la société.

L'événement organisé chez la ministre de la Santé représente un bel exemple de la manière dont la tradition et la foi peuvent se conjuguer pour renforcer les liens sociaux et cultiver un sentiment d'appartenance communautaire.

Fatou Sissoko

Alarme mondiale : Le Secrétaire général de l'ONU tire la sonnette d'alarme sur les droits de l'homme



Dans un discours poignant devant le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies à Genève, Antonio Guterres, le Secrétaire général de l'ONU, a dressé un tableau alarmant de l'état actuel du monde en matière de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Lors de l'ouverture de la 61e session, le 23 février 2026, il a dénoncé une offensive globale contre ces droits, soulignant que cette menace est présente "partout dans le monde".

Guterres a souligné que la fragilité des droits humains entraîne l'effondrement de toutes les autres valeurs. Il a particulièrement mis en lumière le conflit entre la Russie et l'Ukraine, où plus de 15 000 civils ont perdu la vie en quatre ans de violence. Il a déploré que l'État de droit soit écrasé par la loi du plus fort, pointant du doigt une agression menée au grand jour, souvent sous l'égide des plus puissants.

Le Secrétaire général a alerté sur la rareté croissante des exemples de respect et de protection des droits de l'homme dans le monde, dénonçant une sacrification délibérée et stratégique de ces droits, avec des conséquences effroyables pour les populations déjà éprouvées. Il a souligné que ce recul des droits humains entraîne un effondrement généralisé, affectant la paix, le développement, la cohésion sociale et la stabilité.

Guterres a également mis en lumière la propagation des conflits et de l'impunité, résultant de choix politiques délibérés. Il a

évoqué des foyers de crise en Afrique, mettant en avant des pays tels que le Soudan, la République démocratique du Congo et le Sahel. Il a souligné l'ignorance des souffrances massives et le mépris du droit international, transformant les êtres humains en monnaie d'échange.

Dans ce contexte, le Secrétaire général a mis en garde contre l'érosion des démocraties, la répression du droit de réunion pacifique et le resserrement de l'espace civique. Il a insisté sur le fait que les droits humains ne doivent pas être relégués à de simples slogans dans les moments favorables.

Antonio Guterres a lancé un appel pressant à la communauté internationale pour une action concertée en faveur de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, soulignant que l'avenir de notre monde dépend de la défense de ces valeurs universelles. Les propos rapportés mettent en lumière les préoccupations des hauts responsables des Nations Unies concernant le respect des principes fondamentaux énoncés dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ils soulignent la nécessité pour les dirigeants de respecter et de défendre l'intégralité des normes du droit international des droits de l'homme, et de ne pas les considérer comme un menu à la carte où l'on choisirait uniquement ce qui convient à leurs intérêts.

Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme met en garde contre une tendance inquiétante de retour à la domination et à la suprématie, ainsi que l'augmentation de l'utilisation de la force pour résoudre les conflits, tant entre les pays qu'au sein des pays. Il dénonce également certains dirigeants qui cherchent à se placer au-dessus des lois et des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et qui utilisent leur influence économique comme une arme.

Face à ces menaces, il est souligné l'importance pour les peuples de s'unir pour protéger les droits fondamentaux et de contrer les tendances autocratiques. La Présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies appelle à une action collective et met en garde contre les conséquences de rester silencieux face à l'injustice. Elle encourage à prendre ses responsabilités et à agir pour préserver les valeurs et les principes qui sous-tendent le multilatéralisme et le respect des droits de l'homme.

Il est souligné que l'action individuelle et collective est essentielle pour contrer les menaces pesant sur les droits de l'homme et sur l'ordre international basé sur des principes de justice, d'égalité et de respect mutuel.

Arouna Sidibé



2026, année décisive : Jean Emmanuel Ouédraogo appelle à l'audace et à la persévérance



Le Premier ministre burkinabè, Jean Emmanuel Ouédraogo, a récemment prononcé un discours lors de la cérémonie de montée des couleurs nationales à la Primature, appelant les acteurs publics à intensifier la mise en œuvre de l'action gouvernementale. Lors de cet événement, il a souligné l'importance de consolider et de renforcer la dynamique de la Révolution progressiste populaire, en référence à l'année 2026 comme étant le moment décisif où il est crucial de maintenir le cap, tel un avion lancé en phase de décollage.

Le Chef du Gouvernement a également rendu hommage aux Forces de défense et de sécurité ainsi qu'aux Volontaires pour la défense de la patrie, saluant leur courage et leur esprit de sacrifice. Il a exprimé sa reconnaissance envers les combattants tombés pour la nation et a adressé ses vœux de prompt rétablissement aux blessés, soulignant ainsi l'importance de leur contribution à la sécurité et à la stabilité nationale.

Par ailleurs, le Premier ministre a mis en avant la dimension spirituelle du mois de mars, marqué par des périodes de pénitence au sein des communautés musulmane et catholique. Il a exprimé le souhait que les prières observées durant cette période contribuent au renforcement de la paix sur l'ensemble du territoire national.

En dépit des progrès enregistrés dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et des infrastructures, Jean Emmanuel Ouédraogo a appelé à redoubler d'efforts, soulignant que les résultats les plus significatifs restent à atteindre. Il a encouragé les Burkinabè à faire preuve d'audace et d'innovation pour construire un avenir prospère, soulignant ainsi l'importance de la persévérance et de la créativité dans la poursuite du développement du pays.

En somme, le discours du Premier ministre a mis en lumière l'importance de l'engagement, du courage et de la détermination de tous les acteurs publics pour relever les défis et bâtir un Burkina Faso meilleur pour tous ses citoyens.

Arouna Sidibé

Démocratie populaire intégrale en Chine : Participation citoyenne et bien-être de tous



Bientôt, l'Assemblée populaire nationale (APN) et la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) (Deux Sessions) vont se réunir pour délibérer sur les affaires d'État et sur la feuille de route annuelle du gouvernement. Les Deux Sessions politiques annuelles incarnent l'expression de la démocratie populaire intégrale en Chine. Elles sont un moment de dialogue national inclusif par les biais des députés à l'APN et des membres de la CCPPC. Les aspirations du peuple, les réformes et la modernisation chinoise sont largement abordées au cours de rendez-vous politique annuel. Mais, au-delà des Deux Sessions, comment la démocratie populaire intégrale est-elle vécue au quotidien en Chine ? Quel est le degré de participation citoyenne dans ce processus démocratique? Quels sont ses principes fondamentaux ?

La démocratie populaire intégrale est un concept central de la politique démocratique socialiste aux caractéristiques chinoises. Elle pose le principe que la démocratie ne se limite pas aux élections, mais imprègne l'intégralité du processus de la gouvernance nationale et de la vie sociale. Elle se traduit dans la réalité en termes d'inclusion citoyenne, d'initiatives mises en œuvre pour développer la nation et favoriser le bien-être du peuple dans son ensemble. La démocratie populaire intégrale recèle quatre dimensions principales qui lui donnent contenu et sens.

La première dimension est relative à une participation démocratique sur l'ensemble de la chaîne. Plus qu'une démocratie «

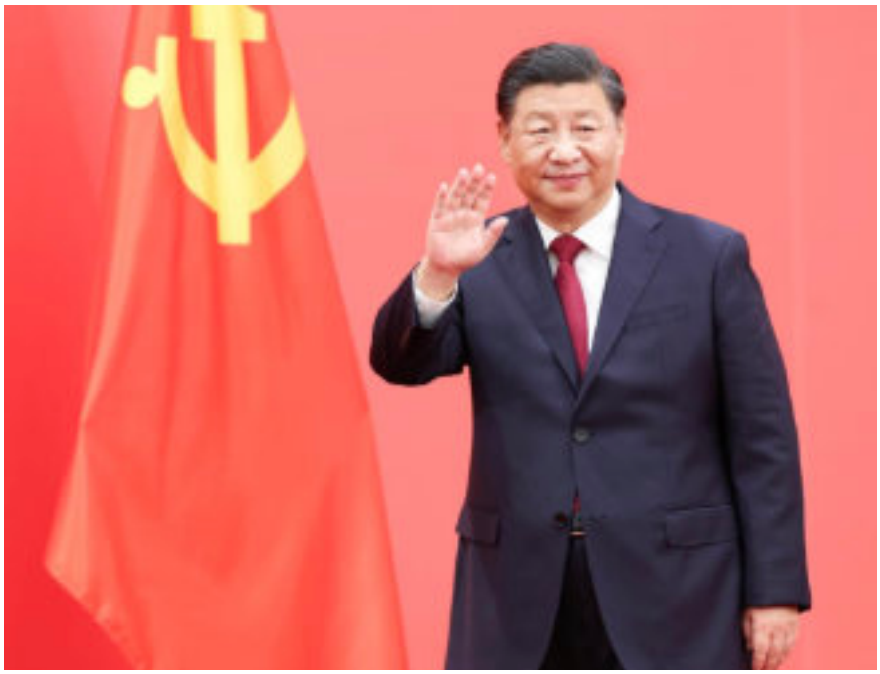


ponctuelle », la démocratie populaire intégrale est une chaîne complète qui englobe les élections, les consultations, les prises de décision, la gestion et le contrôle démocratiques. De manière concrète, cela signifie que le peuple a non seulement le droit d'élire ses représentants, mais aussi celui d'exprimer continuellement son opinion avant et après l'élaboration des politiques. Par exemple, lors de la consultation publique sur les projets de loi ou de la mise en place de points de contact législatifs locaux, les citoyens ordinaires peuvent directement participer au processus législatif. La participation citoyenne est permanente à travers des canaux qui permettent la prise en compte des avis.

La deuxième dimension se rapporte à une couverture institutionnelle tous azimuts. Cela se matérialise à travers une série de dispositifs institutionnels. Il s'agit du système de l'Assemblée populaire qui garantit au peuple l'exercice de son pouvoir par le biais des assemblées populaires. Il y a également le système de coopération multipartite et de consultation politique dirigé par le Parti communiste chinois (PCC). Celui-ci prend appui sur la "démocratie consultative" pour mener de vastes consultations avant la prise de décision et pendant sa mise en œuvre afin de rechercher le plus grand consensus. Enfin, il y a le système d'autonomie de masse au niveau de la base. Ce niveau concerne les comités de villageois, ceux de résidents et les assemblées des représentants des travailleurs qui permettent au peuple d'exercer directement ses droits démocratiques dans les affaires de sa vie quotidienne.

La troisième dimension est inhérente à la participation la plus large des citoyens. Elle permet aux personnes de différents niveaux et de différents secteurs d'activités de participer aux prises de décision. Des grandes orientations politiques nationales aux questions plus spécifiques de la vie quotidienne comme le tri des déchets ou la gestion des places de stationnement dans un quartier, elle cherche à trouver le plus grand dénominateur commun de la volonté populaire. Sa caractéristique réside dans son volet démarche et inclusion, c'est-à-dire que la démocratie imprègne tout le processus, de la proposition des sujets au retour des résultats.

Quant à la quatrième dimension, elle concerne les réalisations démocratiques substantielles. La démocratie populaire intégrale insiste sur l'"efficacité" de la démocratie, autrement dit qu'il ne s'agit pas seulement de résoudre le problème de "qui gouvernera", mais plus encore de





répondre à la question de savoir "comment mieux gouverner". Elle vise à transformer la démocratie en une efficacité de la gouvernance, afin que les décisions reflètent véritablement la volonté du peuple et que leur mise en œuvre soit assurée par un contrôle démocratique.

En clair, la démocratie populaire intégrale est un exercice plein et permanent de la volonté populaire. Les citoyens, en plus d'élire leurs représentants, ont voix au chapitre et participent de manière active à la vie de la société. À titre illustratif, lors de l'élaboration du 14e plan quinquennal, le PCC a mené, pour la première fois de son histoire, une consultation en ligne. Parmi les millions de suggestions reçues, un internaute avait proposé un système d'entraide aux personnes âgées dans les zones rurales densément peuplées. Cette suggestion a été intégrée au 14e plan quinquennal et est devenue une mesure concrète du plan.



Dans le même registre, en 2025, la quatrième session plénière du XXe Comité central du PCC a examiné et adopté les « Propositions du Comité central du Parti communiste chinois sur l'élaboration du 15e plan quinquennal de développement économique et social ». De mai à juin en 2025, une consultation en ligne, menée pour élaborer ce plan, a permis de recueillir plus de trois millions de suggestions d'internautes. Cela traduit avec éloquence l'expression de la démocratie participative à tous les niveaux.

La démocratie populaire intégrale est un processus de mobilisation générale de tous les Chinois dans un élan de consensus et de solidarité. Une nation qui avance est une nation qui privilégie le dialogue inclusif et qui est à l'écoute de toutes les sensibilités. Pour consolider la stabilité institutionnelle, l'unité nationale et l'engagement autour de la modernisation chinoise, le peuple exerce pleinement ses droits à travers les élections, les consultations et les prises de décision. En d'autres termes, l'aspiration à une vie meilleure pour tous est un principe fondamental que défend la démocratie populaire intégrale.

Source : cgtn.com

Élection du 12 mars : Feu vert de la CEI aux deux candidatures pour la Ligue de Bamako



La Commission Électorale Indépendante (CEI) de la Fédération malienne de Football (FEMAFOOT) a récemment validé les deux listes de candidats en lice pour la présidence et le bureau de la Ligue de Football de Bamako. Cette décision fait suite à l'appel à candidatures lancé le 23 janvier 2026 par le secrétaire général de la ligue.

Les deux listes de candidats, celles de Abdallah Abdoulaye Baby et de Issa Sidibé, ont été reçues par la commission le 10 février dernier. Après examen, les dossiers ont été jugés conformes aux articles D2 et D3 du Code électoral, permettant ainsi leur validation officielle. La liste de Abdallah Abdoulaye Baby compte 19 membres, parmi lesquels on retrouve des personnalités telles que Ousmane Cissé, Mohamed Lamine Kounta, Habib Sacko et Fatoumata Keita. De son côté, la liste de Issa Sidibé est également composée de 19 membres, incluant des figures telles que Alioune Badara Diallo, Mohamed Samaké, Souleymane Doumbia et Cheick Tidiane Traoré.

Les membres de la commission électorale qui ont supervisé l'examen des dossiers étaient Abdoulaye Aliou Touré, Alpha Amadou Guitéye (vice-président), Almahady Moustapha Cissé (rapporteur), N'Daye Koné et Manfa Keita. La décision de validation des candidatures a été officiellement publiée et notifiée aux candidats conformément aux dispositions du Code électoral.

L'élection du président et des membres du bureau de la Ligue de Football de Bamako est prévue pour le 12 mars prochain. Cette échéance revêt une importance cruciale pour l'organisation et le développement du football local.

La validation des candidatures ouvre ainsi la voie à une compétition électorale où chaque liste pourra présenter ses projets pour l'avenir du football à Bamako. Cette étape marque le début d'une nouvelle phase dans la gouvernance du football au niveau local, avec des enjeux importants pour l'ensemble des acteurs impliqués dans ce processus démocratique.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous serez aujourd'hui plus impulsif et électrique que d'habitude... Évitez les sports extrêmes et les débats houleux ! Vous devrez fuir les excès en tous genres. Il est temps de vous prendre en main avant de d'être totalement épuisé.

Cette journée est prenante par une foule de détails personnels, il vous reste peu de temps pour le reste. Demander un meilleur poste, une augmentation, un changement de statut est tout indiqué, il faut agir.

Taureau (20 avril- 19 mai)

La sincérité de vos propos fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec vigueur. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Votre débordante efficacité attire des personnes qui peuvent réellement vous aider, aujourd'hui. Alors, profitez-en pour mettre en avant vos bonnes idées et vos compétences, explorer de nouvelles pistes de partenariat et vous pencher sur de nouveaux projets.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

N'hésitez pas à vous retirer d'un projet, le doute que vous avez actuellement est bien fondé. Ce n'est pas le moment de vous lancer dans de grandes opérations, la nuit porte conseil et vous rechargera dans le bon sens.

Prudence en début de journée : la frustration et les peurs vous maintiennent sous pression. Ce ciel vous use un peu les nerfs et vous maintient à cran. Essayez de ne pas céder à la pression et de gérer les fluctuations.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Cette journée est très positive pour profiter de vos loisirs, de l'amour ou pour commencer un projet, un travail ou une relation. Vous tenez d'importantes conversations avec votre partenaire ou d'autres personnes. C'est aussi une journée parfaite pour voyager.

Aujourd'hui, vous vous sentez plus léger, plus enthousiaste et plus communicatif. C'est le bon moment pour vous détendre et remettre de l'ordre dans vos rapports de voisinage, familiaux, sentimentaux ou amicaux.

Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aurez fort à faire pour vous mettre d'accord avec vos proches sur votre planning. Malgré une tendance à trop réfléchir vous garderez l'équilibre en vous aérant au grand air, au propre comme au figuré.

Si vous avez un travail axé sur le relationnel, vous êtes submergé de contacts et de demandes. Sortez de votre coquille ! Il y a des festivités en vue et des échanges agréables sur le plan amical.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Vous allez recevoir de bonnes nouvelles. Allez donc voir dans votre boîte aux lettres, sans appréhensions ! Ne soyez pas si résigné, c'est en faisant des efforts sur vous-même que vous irez mieux, ralentissez votre rythme de vie.

Bonne nouvelle : Tout roule dans votre vie relationnelle ! Plus détendu, vous rayonnez et vous êtes bien décidé à partager votre optimiste et votre joie de vivre. Le moment est donc idéal pour sortir de votre routine et saisir toutes les occasions de sorties qui vont se présenter.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous n'aurez pas de mal à charmer votre auditoire. N'en faites pas trop pour autant, restez diplomate. Vous ressentez une fatigue diffuse, du fait que vous avez accumulé des tensions, faites de l'exercice, détendez-vous.

La journée ne s'annonce guère enthousiasmante, il faut attendre la fin de la journée pour débloquer vos échanges. Ne vous braquez surtout pas, mesurez vos propos et préparez vos arguments en attendant de pouvoir prendre la parole.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Ne vous forcez pas à porter un masque. Soyez authentique sans pudeur inutile et détendez-vous ! C'est la journée idéale pour commencer un régime, entreprendre un nouveau sport, changer vos habitudes d'hygiène de vie.

De bonnes nouvelles et un moral au top vous soulagent et vous donnent l'énergie et le sourire. Vous voilà prêt à positiver en voyant l'existence du bon côté et à passer à la vitesse supérieure pour aller de l'avant !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous perdez en efficacité car vous accordez trop d'importance à des choses superflues. La passion vous pousse à brûler toutes vos énergies, modérez vos pulsions, vous éviterez ainsi d'atteindre vos limites.

Mettez votre belle énergie au service de votre carrière, il y a des places à prendre pour ceux qui font preuve de conscience professionnelle, de discipline mais aussi de modestie. Maîtrisez donc votre tendance aux excès pour n'indisposer personne et vous faire positivement remarquer.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Les humeurs de votre entourage social seront un véritable défi pour vous... Vous aurez raison d'envisager les choses sous cet angle plutôt que de vous braquer en vain. Votre calme désarme mieux que toute autre tactique !

Vous aurez à cœur de vous rendre utile, de vous ouvrir aux autres et de donner le meilleur de vous-même. En effet, c'est avec plein d'entrain, d'enthousiasme et de bienveillance que vous abordez cette journée. Votre « positive attitude » sera grandement appréciée !

Verseau (20 janvier - 19 février)

C'est une excellente journée pour introduire des changements qui amélioreront les circonstances de votre vie familiale, en particulier dans vos relations sentimentales. Votre principale priorité est de consolider vos associations les plus importantes.

Aujourd'hui, vous êtes d'humeur joyeuse et faites preuve d'une belle confiance en vous. La journée est idéale pour aller au-devant des autres, créer de nouveaux liens, sortir, vous amuser et partager de bons moments.

Poisson (19 février - 21 mars)

Un courant de chance va vous permettre d'avancer vers vos objectifs sociaux, ne tâtonnez pas sur des détails. Excellente forme générale en perspective, surveillez ce que vous mangez et vous gagnerez en énergie.

La bonne humeur, 4 étoiles, est là et balaie vos doutes et votre timidité. La journée est favorable pour recevoir, partager, échanger, aller vers les autres et vous épanouir. Alors, profitez-en, tout simplement !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé · +223 70 44 22 23 · ampikile@gmail.com · www.malikile.com